## ÉDUCATION

# L'Unpef met fin à la grève

***Premier signe de détente dans le secteur de l'éducation. L'Unpef a appelé ses adhérents à mettre fin au mouvement de grève. Une décision prise après deux rounds de négociations avec la Fonction publique. Le Cnapest était hier reçu successivement au niveau de la Fonction publique puis au ministère de l'Education. Pour sa part, le Snapest poursuivait les discussions avec la Fonction publique. C'est l'ancien secrétaire général sous Benbouzid, Boubekeur Khaldi, qui a joué les médiateurs.***

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** L'intervention de la Fonction publique dans le bras de fer entre le ministère de l'Education et les syndicats du secteur n'aura pas été vaine. Au terme de deux réunions avec l'Unpef, le syndicat de Sadek Dziri a pris la décision de mettre un terme à une grève entamée depuis maintenant quatre semaines.

L'unpef aura été premier syndicat à avoir été reçu par la Fonction publique à des réunions placées sous la houlette du ministre auprès du Premier ministre chargé de la Réforme du secteur public.

A l'issue des réunions de samedi et de dimanche, le syndicat a convoqué une session extraordinaire de son conseil national pour évaluer le contenu du procès-verbal signé avec la Fonction publique. La décision de reprendre le chemin des écoles a été prise tard dans la nuit, après un long débat.

Les membres du conseil national de l'Unpef ont considéré comme un acquis l'aval de la Fonction publique pour la classification des enseignants du primaire au rang de professeur d'école mais mettent cependant un bémol. La décision ne concernant que les enseignants recrutés avant 2011, l'Unpef espère une intervention du Premier ministre pour que cette décion concerne également les enseignants recrutés après cette date. L'Unpef se dit toujours attachée à ses revendications relatives à l'amendement du statut particulier afin que les corps communs notamment puissent bénéficier également de nouvelles classifications et rappelle que seule l'ouverture sérieuse de ce dossier pourra être en mesure de mettre un terme aux perturbations récurrentes qui secouent le secteur.

Photos : DR

Sadek Dziri.

Le Cnapest, qui avait été reçu lundi après-midi au niveau de la Fonction publique, a eu lui aussi droit à une réunion présidée par le ministre chargé de la Réforme du secteur public. Hier après-midi, le Cnapest attendait de recevoir le procès-verbal sanctionnant cette rencontre.

Nouar Larbi, coordonnateur national, a affirmé que le débat avait été «ouvert» mais que les revendications de son syndicat nécessitaient l'intervention du Premier ministre qui, dit-il, serait disposé à répondre aux doléances du Cnapest. Le syndicat de Nouar Larbi devait également en fin de journée d'hier avoir une séance au sein du ministère de l'Education. Aucune décision au sujet de la suspension du mouvement de grève n'a été prise hier.

Le syndicat devra s'en remettre à ses instances. Le bureau national va, dans un premier temps, évaluer le procès-verbal signé avec la Fonction publique avant de décider des suites à donner au mouvement de protestation.

La Fonction publique devait clôturer hier ce cycle de négociations en recevant le Snapest. Des réunions tenues suite à des instructions données par le Premier ministre au moment où l'impasse paraissait totale après quatre semaines de débrayage. L'ancien secrétaire général du ministère de l'Education a été appelé à la rescousse pour faire la médiation entre les syndicats et la Fonction publique.

**N. I.**

## UNE CONFÉRENCE LUI SERA DÉDIÉE SAMEDI PROCHAIN

# La transition énergétique est-elle possible en Algérie ?

***La transition énergétique est-elle possible en Algérie ? L'économie algérienne continuera-t-elle encore à dépendre des hydrocarbures ou saura-t-elle développer d'autres sources d'énergie ? Le développement économique sera-t-il possible grâce à la valorisation des énergies renouvelables ou des hydrocarbures non conventionnels ? Un mix énergétique est-il opportun ?***

**Chérif Bennaceur - Alger (le Soir) -** Des questionnements récurrents dans le débat national, mais opportuns dans la mesure où les incertitudes de l'économie internationale persistent et que les problèmes liés au développement socioéconomique ne sont pas encore résolus en Algérie. Un débat dans lequel l'Association des ingénieurs d'Etat diplômés de l'Institut algérien du pétrole (AIED-IAP) s'implique en organisant, samedi prochain, à l'hôtel Hilton une conférence sur le thème : «Contribution au débat sur la transition énergétique au service du développement économique».

Organisée, opportunément, à la veille de la célébration du 43e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, cette conférence vise, selon ses promoteurs, à contribuer au débat sur la sécurité énergétique nationale à moyen et long terme, sur la base d'une meilleure définition du mix énergétique entre les hydrocarbures et les énergies renouvelables. Cette manifestation est ouverte à la participation de représentants algériens d'institutions, organismes publics, agences et instituts de recherche nationaux, ainsi qu'aux professionnels du secteur des hydrocarbures et spécialistes des problématiques du développement. Quatre importantes communications seront présentées par des experts-membres de l'AIED, voulues stimuler le débat et aboutir à la formulation de recommandations. La première communication portera sur les «Réserves, la production et l'exploitation des énergies fossiles». Une thématique opportune dans la mesure où l'évaluation des réserves d'hydrocarbures algériens reste à affiner, la production pétrolière et gazière enregistre un certain déclin, les prix du pétrole subissent des fluctuations à la baisse inquiétantes à terme, les hydrocarbures non conventionnels (notamment les gaz de schiste aux Etats-Unis) impactent davantage sur le marché international, et que l'intensification de l'exploitation des énergies fossiles soulève des interrogations. La seconde communication portera sur la «Problématique gazière en Algérie, élements pour une mise à jour», l'opportunité de débattre des difficultés liées à la couverture de la demande domestique, la commercialisation des gaz algériens....

Une troisième communication abordera les «usages actuels et l'économie d'énergie», dans le contexte où la maîtrise et la rationnalisation de la consommation d'énergie sont nécessaires mais cependant contraintes par la forte demande d'énergies notamment. La quatrième communication traitera des «Energies renouvelables dans la transition énergétique», dans le contexte où un programme de valorisation des énergies nouvelles a été impulsé, des impératifs de coût et de disponibilités techniques se posent toutefois et que la valorisation des hydrocarbures non conventionnels en Algérie suscite encore le débat, même si l'exploration de gaz de schiste est déjà impulsée.

**C. B.**

## PRISE EN CHARGE DES CANCÉREUX EN RADIOTHÉRAPIE

# L'Algérie doit disposer de 40 appareils pour être aux normes

***Selon le ministre de la Santé, les délais d'attente pour les rendez-vous des séances de radiothérapie seront réduits à deux semaines à partir du mois de juin prochain. Or, selon des spécialistes, ceci est «impossible». L'Algérie qui dispose actuellement de 19 appareils de radiothérapie est loin des normes internationales qui recommandent un appareil pour une population entre 600 000 à 1 million d'habitants.***

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Hier matin, la salle d'attente du service de radiothérapie du CPMC, Alger, est pleine de malades qui attendent leur tour. Ils sont venus, disent-ils, la peur au ventre d'être refoulés pour une deuxième journée.

«Avant-hier, (dimanche ndlr), les manipulateurs ont observé une journée de protestation, hier, la machine est tombée en panne, et aujourd'hui, seule une machine fonctionne. J'ai déposé mon carton bleu depuis 7h et j'attends mon rendez-vous de 13h en espérant qu'on m'appelle pour faire ma séance de radiothérapie», raconte une dame qui dit souffrir d'un cancer de la mâchoire et qui est à sa 20e séance. Un malade se retourne vers la dame et l'assure que les machines fonctionnent. Ce dernier dit avoir fait sa séance la veille aux environs de 19h. Là où le bât blesse pour les malades cancéreux c'est d'obtenir un rendez-vous pour une radiothérapie.

Le service du CPMC souffre de la surcharge et les appareils fonctionnent au-delà de leurs capacités. Ce service prend en charge 140 malades par jour et n'arrive toujours pas à réduire les listes d'attente. «Nous travaillions de 7h du matin jusqu'à 19h et depuis l'arrivée de la nouvelle chef de service, Pr Oukrif, elle a décidé de rajouter une nouvelle brigade de 19 h à minuit. Nous prenons en charge 50 malades de plus et nous avons réussi à réduire les rendez-vous du traitement de six mois à 2 semaines», a souligné M. Bouakkaz, manipulateur.

Mais malgré les efforts du personnel et sa volonté de bien faire, le service est au bord de l'explosion et les rendez-vous s'étendent sur plusieurs mois voire des années pour certains types de cancers notamment celui du sein. Le problème ? Le manque du centre anticancer. A quand la fin de ce cauchemar pour des milliers de malades ? Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière s'attend à réduire les délais des rendez-vous des séances de radiothérapie à deux semaines d'ici le mois de juin prochain.

Photo : DR

Le CPMC déborde de malades.

Illusion ? Tout pense à le croire. Le professeur Mahioum Amokrane du service de radiothérapie du CPMC est catégorique : «Réduire les délais de rendez-vous à deux semaines d'ici le mois de juin, même avec l'ouverture de nouveaux centres, est impossible, je défie quiconque».

Selon ce professeur, les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'Algérie enregistre 48 000 nouveaux cas de cancer annuellement. 70% d'entre eux nécessitent une radiothérapie. Selon l'Agence AIEA, les normes sont un appareil pour 600 000 à 1 million d'habitants.

L'Algérie pour qu'elle soit aux normes doit disposer de 40 machines de radiothérapie. Or, le nombre de machines de radiothérapies fonctionnelles sur le territoire national est de 19 entre les services publics et privés. Ainsi le CPMC dispose de 3 machines, Aïn Naâdja 2, Blida 3 et 2 du secteur privé, Ouargla 2, Constantine 1 et 2 du secteur privé, Oran 1, Messerghine 2 sur 3 machines fonctionnent. 6 autres centres anti-cancer dans les wilayas de Annaba, Tizi-Ouzou, Tlemcen, Sétif, Batna et Sidi-Bel-Abbès devront être opérationnels au cours de ce premier trimestre.

Le professeur Mahioum est cependant, pessimiste. Selon lui, seulement deux centres, Sétif et Batna, ont la chance d'être réceptionnés d'ici le mois de juin. Le reste le sera probablement en 2015.

La solution ? Ce professeur propose trois options à savoir, le transfert de ces malades à l'étranger, établir des conventions avec le privé ou équiper rapidement les services qui sont en attente depuis plusieurs années.

**S. A.**